A° 1929.  N° 81.

PUBLICATIE-BLAD.

BESCHIKKING *van den 24sten October 1929, No. 1058, bepalende de plaatsing in het Publicatieblad van het Koninklijk besluit van den 19den Juli 1929 (Staatsblad No. 395), bepalende de bekendmaking in het Staatsblad van het op 25 Juli 1928 te Angora tusschen Nederland en Turkye gesloten handels- en scheepvaartverdrag (Staatsblad 1929, No. 33).*

DE WAARNEMENDE GOUVERNEUR van Curaçao,

Gelezen de missive van den Minister van Koloniën van 16 Augustus 1929, 4de Afdeeling, No. 18/420b, waarbij ter bekendmaking is ontvangen het Koninklijk besluit van den 19den Juli 1929 (Staatsblad No. 395), bepalende de bekendmaking in het Staatsblad van het op 25 Juli 1928 te Angora tusschen Nederland en Turkye gesloten handels- en scheepvaartverdrag (Staatsblad 1929, No. 33).

Heeft goedgevonden te bepalen:

dat voormeld Koninklijk besluit van 19 Juli 1929 (Staatsblad No. 395) nevens afschrift dezer beschikking in het Publicatieblad zal worden geplaatst.

De wnd. Gouverneur voornoemd,

H. SCHOTBORGH.

Uitgegeven den 8n. November 1929.
De Gouvernements-Secretaris,
BOOMGAART.

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Gezien de wet van 7 Februari 1929 (*Staatsblad* nº. 33), houdende goedkeuring van het op 25 Juli 1928 te *Angora* tusschen *Nederland* en *Turkije* gesloten handels- en scheepvaartverdrag, van welk verdrag een afdruk en eene vertaling bij dit Besluit zijn gevoegd;

Overwegende, dat de akten van bekrachtiging van dat verdrag op 1 Juli 1929 te *'s-Gravenhage* zijn uitgewisseld;

Op de voordracht van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken van den 12den Juli 1929, Directie van het Protocol, nº. 21376;

Hebben goedgevonden en verstaan:

genoemd verdrag te doen bekend maken door de plaatsing van dit Besluit in het *Staatsblad*.

Onze Ministers, Hoofden van Departementen van Algemeen Bestuur, zijn, ieder voor zooveel hem betreft, belast met de uitvoering van hetgeen ten deze wordt vereischt.

Het Loo, den 19den Juli 1929.

WILHELMINA.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,
BEELAERTS VAN BLOKLAND.

Uitgegeven den *negen en twintigsten* Juli 1929.

De Minister van Justitie,
J. DONNER.

CONVENTION DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LES PAYS-BAS ET LA TURQUIE.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas

d'une part et

Son Excellence le Président de la République Turque

d'autre part,

animés du désir de développer les relations économiques entre les deux Pays, ont résolu de conclure, conformément au Traité d'amitié entre les Pays-Bas et la Turquie du 16 Août 1924, une Convention de Commerce et de Navigation et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires respectifs, à savoir:

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas:

Le Baron Willem Bernard Reinier van Welderen Rengers, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près la République Turque;

Son Excellence le Président de la République Turque:

Ali Chevki Bey, Député de Tokat, ancien Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires Etrangères;

lesquels, après s'être communiqués leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article: I.

Les produits du sol et de l'industrie originaires de Turquie, importés aux Pays-Bas, ne seront pas soumis à des droits de douane, y compris tous coefficients, plus élevés que ceux fixés dans l'annexe A.

Les produits du sol et de l'industrie originaires des Pays-Bas, importés en Turquie, ne seront pas soumis à des droits de

douane, y compris tous coefficients, plus élevés que ceux fixés dans l'annexe B.

Les produits du sol et de l'industrie originaires de Turquie, y compris ceux mentionnés dans l'annexe A, importés aux Pays-Bas, aux Indes-Néerlandaises, au Suriname et à Curaçao, de même que les produits du sol et de l'industrie originaires des Pays-Bas, des Indes-Néerlandaises, du Suriname et de Curaçao, y compris ceux mentionnés dans l'annexe B, importés en Turquie, ne seront en aucun cas assujettis à des droits, coefficients, taxes ou autres redevances quelconques plus élevés que ceux auxquels sont ou seront assujettis les produits similaires de la nation la plus favorisée.

Il en sera de même en ce qui concerne les droits d'exportation, coefficients, taxes ou autres redevances quelconques qui sont ou seront perçus des produits du sol et de l'industrie exportés du territoire d'une des deux Parties Contractantes dans le territoire de l'autre.

L'assurance du traitement sur le pied d'égalité avec la nation la plus favorisée s'étend aussi à la manière de percevoir les droits d'importation, et d'exportation, à la mise des marchandises dans des entrepôts de douane, aux redevances et formalités douanières, aux modes de vérification et d'analyse des articles, aux conditions de paiement des droits de douane et des taxes et de la classification et de l'interprétation des tarifs, au traitement et à l'expédition en douane des marchandises importées, exportées ou passant en transit.

Article : II.

Les produits du sol et de l'industrie originaires de l'un des Pays Contractants, importés dans le territoire de l'Autre après avoir transité par les territoires d'un ou de plusieurs pays tiers, ne seront pas soumis, à leur importation, à des droits de douane ou à des redevances autres ou plus élevés que s'ils avaient été importés directement de leur pays d'origine.

Cette disposition s'applique aussi bien aux marchandises en transit direct qu'aux marchandises transitant après transbordement, remballage ou entreposage.

Article : III.

Chacune des Parties Contractantes pourra exiger, pour établir le pays d'origine des produits importés, la présentation par l'importateur d'un certificat d'origine constatant que l'article

importé est de production ou de fabrication nationale dudit pays, ou qu'il doit être considéré comme tel, étant donné qu'il y a subi une transformation ou une opération motivée par des raisons économiques.

Les certificats d'origine, établis selon le modèle annexé à la présente Convention (Annexe C), seront délivrés soit par les Chambres de Commerce et d'Industrie, dont relève l'expéditeur, soit par les autorités douanières, soit par tout organe ou groupement que le pays destinataire aura agréé. Le Gouvernement du pays destinataire aura le droit d'exiger la légalisation des certificats d'origine par ses Représentants diplomatiques ou consulaires.

Les colis postaux ne seront pas assujettis aux certificats d'origine quand le pays destinataire reconnaîtra qu'il ne s'agit pas d°envois revêtant un caractère commercial.

Article: IV.

Il y aura entre les territoires des Parties Contractantes liberté réciproque de commerce et de navigation. En conséquence, les Parties Contractantes s'engagent à n'entraver leurs relations commerciales réciproques par aucune prohibition et restriction d'importation, d'exportation ni de transit.

Toutefois, les Parties Contractantes se réservent, si du moins ces mesures sont appliquées à tous les pays ou à tous ceux qui se trouvent dans des conditions analogues, le droit d'établir des prohibitions et restrictions d'importation et d'exportation:

1. pour réserver les ressources indispensables à la vie alimentaire et à la sauvegarde de l'activité économique de la nation,

2. pour des raisons de sécurité publique et de sécurité de l'Etat,

3. pour des raisons de police sanitaire ou en vue d'assurer la protection des animaux et des plantes utiles contre les maladies, les insectes et parasites nuisibles, conformément aux principes internationaux adoptés à ce sujet,

4. pour des marchandises faisant l'objet des monopoles d'Etat, et en vue d'application aux marchandises étrangères des prohibitions et restrictions qui sont ou seront établies par la législation intérieure en ce qui concerne la production, la vente, le transport ou la consommation à l'intérieur des mêmes marchandises indigènes,

5. pour empêcher l'exportation de la monnaie or ou du métal or.

Article: V.

Les Parties Contractantes s'engagent à accorder réciproquement le transit libre sur les voies les plus appropriées au transit international aux personnes, bagages, marchandises et objets de toute sorte, envois, navires, bateaux, voitures et wagons ou autres instruments de transport, en se garantissant réciproquement sous ce rapport le traitement de la nation la plus favorisée.

Les marchandises de toute nature, traversant le territoire de l'une des Parties Contractantes seront réciproquement exemptes de tout droit de douane ou de toute autre redevance, à l'exception des droits de statistique et des frais de surveillance et de magasinage.

Les Parties Contractantes s'engagent à ne pas entraver le transit par des formalités ou autres mesures qui pourraient restreindre le transit, tout en se réservant le droit de prendre toutes les mesures pour garantir que les marchandises, spécialement celles qui font l'objet d'un monopole d'Etat, ne soient pas introduites clandestinement dans le pays, mais qu'elles soient réellement transitées.

Les dispositions du présent article s'appliquent aussi bien aux marchandises en transit direct qu'aux marchandises transitant après transbordement, remballage ou entreposage.

Le transit des marchandises pourra être prohibé ou restreint, si du moins ces mesures sont appliquées à tous les pays ou à tous ceux qui se trouvent dans des conditions analogues:

1. pour des raisons de sûreté publique et de sûreté de l'Etat,
2. pour des raisons de police sanitaire ou en vue d'assurer la protection des animaux et des plantes utiles contre les maladies, les insectes et parasites nuisibles, conformément aux principes internationaux adoptés à ce sujet.

Article: VI.

Les négociants, les commerçants, les industriels et les fabricants, ressortissant de l'une des Parties Contractantes, ainsi que leurs commis-voyageurs, jouiront sur le territoire de l'autre Partie, en tout ce qui concerne leur activité et notamment au sujet des facilités douanières accordées pour les échantillons du même traitement que les négociants, commerçants, fabricants et commis-voyageurs de la nation la plus favorisée.

Les dispositions ci-dessus n'étant pas applicables aux industriels ambulants, non plus qu'au colportage, chacune des Parties

Contractantes se réserve à cet égard l'entière liberté de sa législation.

Article: VII.

Les ressortissants de l'une des Parties Contractantes se rendant aux foires ou marchés, à l'effet d'y exercer leur commerce, ne seront pas, sur le territoire de l'autre, traités d'une manière moins favorable que les nationaux en tant qu'ils pourront présenter une carte d'identité d'après le modèle (Annexe D), délivré par les Autorités du pays dont ils sont ressortissants.

Les dispositions de l'alinéa 1 n'étant pas applicables aux industriels ambulants, non plus au colportage et à la recherche des commandes auprès des personnes qui n'exercent ni industrie, ni commerce, chacune des Parties Contractantes se réserve à cet égard l'entière liberté de sa législation.

Article: VIII.

Seront admis en franchise de douane, sous condition d'identification et, le cas échéant, contre dépôt d'une garantie suffisante, les objets suivants, si ces objets sont réexportés ou entreposés dans un délai correspondant à la durée de leur emploi:

1. Les objets importés dans l'un des Pays Contractants aux fins d'y être réparés. Il est entendu que ces objets, s'ils sont réimportés dans le pays d'exportation, sont à leur réimportation exempts de droits d'entrée. Des matières ou parties, passibles de droits de douane, qui sont ajoutées à ces objets en quantités considérables lors de la réparation, seront dédouanées autant que la législation du pays l'exige, indépendamment des objets mêmes et selon le tarif auquel elles étaient assujetties avant leur combinaison; le poids servant de base au dédouanement peut être fixé par une évaluation.

2. Les emballages, sacs, tonneaux et autres qui sont importés du territoire de l'une des Parties Contractantes dans le territoire de l'autre pour y être remplis et ensuite réexportés.

3. Les objets destinés aux foires, expositions ou concours. Les intéressés prendront soin de faire fixer la durée de l'emploi des objets en question à leur entrée dans le pays; ce délai pourra être prolongé au besoin par les autorités douanières.

Article: IX.

Le traitement sur le pied d'égalité avec la nation la plus favorisée ne sera pas applicable:

1. aux privilèges accordés ou qui pourraient être accordés ultérieurement par une des Parties Contractantes dans le trafic

frontalier avec les pays limitrophes dans une zone s'étendant des deux côtés de la frontière et ne dépassant pas 15 Kilomètres en général;

2. aux faveurs spéciales résultant d'une union douanière;

3. aux avantages et faveurs spéciaux existant ou à établir dans l'avenir, en matière de tarifs douaniers et généralement en toute autre matière commerciale, entre la Turquie et les pays qui se sont détachés de l'Empire ottoman en 1923.

Article: X.

Les taxes intérieures, quelle que soit leur dénomination qui sont ou seront imposés dans le territoire de l'une des deux Parties Contractantes, à la production, à la préparation ou à la consommation d'un produit, soit pour le compte de l'Etat ou pour celui des communes et de corporations, ne devront, sous aucun prétexte, frapper les produits du territoire de l'autre Partie plus lourdement et d'une façon plus gênante que les produits similaires de la nation la plus favorisée.

Article: XI.

Les Parties Contractantes s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour donner aux commerçants la possibilité de se procurer des informations officielles concernant les tarifs de douane et notamment les taux des droits à percevoir sur une marchandise déterminée. La demande doit contenir, selon les règlements du pays d'importation, un échantillon de la marchandise ou bien une description détaillée, une copie ou photographie de celle-ci.

Article: XII.

Les navires et bateaux portant le pavillon de l'une des Parties Contractantes qui entreront sur lest ou chargés dans les eaux et ports dépendant de l'autre Partie, ou qui en sortiront, quel que soit le lieu de leur départ ou celui de leur destination, y jouiront sous tous les rapports du même traitement que les navires ou bateaux nationaux et n'y seront assujettis à aucun droit ou taxe, sous quelque dénomination que ce soit, perçu au nom et pour le compte de l'Etat, des provinces, des communes ou d'un organisme quelconque, autorisé à cet effet par le Gouvernement, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou pourront être imposés aux navires ou bateaux nationaux.

Leurs cargaisons, quelle qu'en soit la provenance ou la destination, ne seront assujetties à des droits ou charges autres ni plus élevés et ne seront traitées autrement que si elles étaient importées ou exportées sous pavillon national.

Leurs passagers et les bagages de ceux-ci seront pareillement traités comme s'ils voyageaient sous pavillon national.

Article: XIII.

Les dispositions de l'article 12 ne seront pas applicables en ce qui concerne le cabotage, la pêche, l'exercice de pilotage et l'emploi de pilotes, l'exercice de remorquage et autres services de port, ni en ce qui concerne la navigation dans les eaux intérieures.

Article: XIV.

La nationalité des bateaux et navires sera, de part et d'autre, admise d'après les documents et certificats délivrés à cet effet par les Autorités compétentes des Etats respectifs, conformément aux lois et règlements de chaque pays.

Les certificats de jauge et autres documents relatifs à la jauge, délivrés par l'une des Parties Contractantes, seront reconnus par l'autre conformément aux arrangements spéciaux qui pourront être conclus entre les deux Parties Contractantes.

Article: XV.

Les navires et bateaux portant le pavillon de l'une des Parties Contractantes qui entrent dans un port de l'autre à seule fin d'y compléter leur cargaison ou en débarquer ou transborder une partie, pourront, en se conformant aux lois et règlements de l'Etat respectif, conserver à bord la partie de leur cargaison qui serait destinée à un autre port ou à un autre pays et la réexporter sans être tenus à payer pour cette dernière partie de leur cargaison aucun droit ou frais, sauf les droits de surveillance, lesquels, d'ailleurs, ne pourront être perçus qu'au taux le plus bas fixé pour la navigation nationale.

Article: XVI.

En cas de naufrage, échouement, avarie en mer ou relâche forcée d'un bâtiment de l'une des deux Parties Contractantes dans les eaux de l'autre, le bâtiment et sa cargaison jouiront des mêmes faveurs et immunités que les lois et règlements du pays respectif accordent dans les circonstances analogues aux bâtiments nationaux.

Aide et assistance seront données au capitaine, à l'équipage et aux passagers, tant pour eux-mêmes que pour le bâtiment et sa cargaison, dans la même mesure qu'aux nationaux.

En ce qui concerne le droit de sauvetage, la législation du pays où le sauvetage a eu lieu, sera appliquée.

Les marchandises sauvées d'un bâtiment échoué ou naufragé ne seront assujetties à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient introduites dans le pays pour la consommation intérieure.

Article: XVII.

A l'exception du premier et deuxième alinéa de l'article premier, les stipulations du présent traité seront également appliquées par la Turquie aux Indes-Néerlandaises, au Suriname et à Curaçao et réciproquement par les Indes-Néerlandaises, le Suriname et Curaçao à la Turquie.

Article: XVIII.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à la Haye aussitôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur trente jours après l'échange des ratifications et demeurera exécutoire jusqu'au terme d'un délai de trois mois à compter du jour de sa dénonciation par l'Une ou l'Autre des deux Parties Contractantes.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et y ont apposé leur sceau.

Fait en double expédition, à Angora, le 25 juillet 1928.

W. van Welderen Rengers. A. Chevki.

(sceaux)

ANNEXE A.

No du tarif Néerlandais	Désignation des marchandises	Droits d'entrée (Fl.)
32	Emeri.	ad val. 8 %
35	Jus de réglisse:	
	I. importé en pains, en gâteaux ou en bloc pesant chacun 3 Kgs, ou plus, ou bien coulé en caissettes, barils ou autres contenant:	
	a) édulcoré au moyen de saccharine ou d'autres matières édulcorantes artificielles	100 Kgs. 27
	b) autres:	
	Pour chaque 5 % de sucre (les fractions de 5 % inférieures à I seront négligées et dans les autres cas elles seront comptées pour 5 %)	100 Kgs. 1.35
	II. importé autrement:	
	a) emballés	ad val. 8 % et par 100 Kgs. 27
47	Gomme adragante	ad val. 8 %
139	Racine de réglisse	ad val. 8 %
96 Ia	Huile d'olive en fût	100 Kgs. 0,55
105	Opium	ad val. 8 %
120 I	Tabacs en feuille	100 Kgs. 1,40
123	Tapis en points noués.	ad val. 8 %
139	Alpiste	ad val. 8 %
139 I 4	Figues sèches.	ad val. 8 %

No du tarif Néer-landais	Désignation des marchandises	Droits d'entrée (Fl.)
139 I 5	Raisins secs	ad val. 8 %
139 I 6	Noix et noisettes.	ad val. 8 %
139 I 7	Amandes sèches	ad val. 5 %
139 I 8	Safran	ad val. 8 %
139 I 10	Noix de galles et valonnées et pistaches	ad val. 8 %

ANNEXE B.

Droits d'entrée sur le territoir douanier turc.

Numéro du tarif douanier turc.	Dénomination des marchandises	Droits d'entrée Piastres par 100 Kg.	Coëfficient.
ex 32 b	Fromages: hollandais, y compris les fromages de Hollande en boîtes .	480	5
ex 51 b	Riz: mondé	60	5
ex 109 b	Cacao: moulu ou en pâte, sans sucre	360	5
111	Beurre de cacao	270	5
112	Cacao et chocolat contenant du sucre ou autres matières alimentaires .	350	12
ex 115	Sucre: raffiné, en pains entiers ou cassés, carré ou en tablettes, pilé ou en poudre, sucre candi . . .	76	5
152	Peaux d'animaux brutes, fraîches, salées, ou trempées dans la chaux:		
	a) d'agneau et de chevreau . .	240	5
	b) autres	80	5
153	Peaux sèches:		
	a) d'agneau et de chevreau . .	450	5
	b) autres	150	5
ex 202 b	Engrais: superphosphates	exempt	5
134	Huile de lin	100	5
135	Huile de colza, de coco, d'arachide etc.	125	12
235	Papier d'emballage, plissé ou non et papier goudronné.	70	5
236	Papier:		
	a) à imprimer et à écrire . .	45	5
	b) à écrire non découpé et papier à imprimer fin.	90	5

Numéro du tarif doaunier turc.	Dénomination des marchandises	Droits d'entrée Piastres par 100 Kg.	Coëfficient.
ex 249	Carton ordinaire brut, rude à toucher de deux côtés, goudronné asphalté, carton paille	40	5
ex 270	ex. a. 1. Cabots, T'cloths, waste cloths, grey twills, grey drills, shirtings, grey shirtings, grey cambrics, grey longcloths et autres tissus semblables écrus y compris flanelettes . . .	400	5
	ex. b. 6. tous autres tissus blanchis tels que: White twills, white drills, white shirtings, white croydons, white cambrics, white longcloths, madapolam, calicots, piqués	560	5
	ex. d. 4. tissus teints en pièce d'une seule couleur y compris les flanelettes	500	5
	ex. d. 5. tissus non dénommés ailleurs teints ou imprimés, brillantés, lissés, damassés ou façonnés, cretonnes, reps, tissus à raies à fleurs, couvertures et tissus similaires fabriqués de fils teints ou imprimés y compris les flanelettes imprimées.	560	5
323	Tissus et étoffes non dénommés ailleurs foulés ou non foulés, pour habillement d'homme ou de femme, pour ameublement ou pour autres usages, de laine ou mélangés d'autres matières textiles autres que la soie:		
	a) laine pure:		
	1. pesant moins de 200 grammes par mètre carré. . .	1600	5

Numéro du tarif douanier turc.	Dénomination des marchandises.	Droits d'entrée Piastres par 100 Kg.	Coëfficient.
	2. pesant de 200 gr. à 600 gr. par mètre carré	1400	5
	3. pesant plus de 600 gr. par mètre carré	1300	5
	b) Chaine coton:		
	1. pesant moins de 200 gr. par mètre carré	1100	5
	2. pesant de 200 à 600 gr. par mètre carré	900	5
	3. pesant plus de 600 gr. par mètre carré	600	5
	Notes. Les tissus et étoffes fabriqués en d'autres façons avec de la laine et du coton mélangés sont soumis aux droits de laine pure indiqués au premier paragraphe.		
	4) Aba et Chayak grossiers et les Chayaks tissés de poil de chèvre ordinaire (purs ou mélangés de coton)	1000	5
409	Lampes incandescentes électriques et leurs parties	1500	5
ex 542	Instruments et appareils pour télégraphes, téléphones et leurs pièces (exceptés les fils), les appareils radio	900	5
584	Couleurs préparées:		
	a) encre à imprimer.	160	5
	b) encre à écrire	100	5
	c) couleurs broyées à l'huile et à l'eau pour l'industrie. . .	65	5
	d) couleurs fines à l'huile pour tableaux. encre de chine, pastels etc.	675	5
	e) teintures vernis	300	5

ANNEXE C.

Modèle Certificat d'origine.

Expéditeur	Receveur
Nom	Nom . . . .
Domicile	Domicile . . . .
Rue.	Rue. . . . .

Nombres des colis	Mode d'emballage	Marques N°	Poids brut et net en Kg. et valeur	Voies d'expédition (chemin de fer, poste, bateaux etc.)	Contenu

Il est certifié que les marchandises désignées ci-dessus sont d'origine ....

........................., le .... 192......

(Désignation du bureau compétent et signature)

(Sceaux)

ANNEXE D.

CARTE DE LEGITIMATION

POUR DES VISITEURS DES FOIRES ET MARCHÉS

Il est certifié que

M ....

porteur de la présente carte, désirant se rendre avec ses marchandises aux foires et marchés en

....

(pour les ressortissants néerlandais: en Turquie, pour les ressortissants turcs: aux Pays-Bas) est domicilié à ....

et qu'il est tenu d'acquitter les taxes et impôts légaux pour l'exercice de son commerce ou industrie.

Le présent certificat est valable pour un délai de .... mois.

(Lieu, date, signature, sceau de l'Autorité qui a établi le certificat)

Protocole de signature.

Au moment de signer la présente Convention de Commerce et de Navigation, les Plénipotentiaires soussignés sont tombés d'accord pour stipuler les précisions suivantes:

Ad article Ier.

Dans le cas où, en conformité de l'article 2 de la Convention Commerciale signée à Lausanne le 24 juillet 1923 entre la Turquie d'une part, et les autres Puissances signataires d'autre part, il serait, en raison des fluctuations de change, procédé à un rajustement des coefficients de majoration prévus audit article, les Parties Contractantes sont d'accord pour appliquer, dans les mêmes conditions, le même rajustement aux coefficients figurant dans la liste B annexée à la présente Convention, sans que cela puisse porter atteinte à l'application intégrale de la stipulation de l'alinéa 3 de l'article premier.

Ad article IX.

Il est entendu que l'article IX ne peut pas être invoqué si les avantages et faveurs spéciaux énumérés au No 3 de cet article sont accordés à un Etat tiers.

Ad article X.

Il est entendu que la Turquie pourra en outre continuer à percevoir, dans les mêmes conditions d'égalité entre ses ressortissants et les ressortissants néerlandais, pour les produits énumérés au Tableau annexé au présent Protocole, les taxes de consommation indiquées audit tableau.

Angora, le 25 juillet 1928.

W. van Welderen Rengers. A. Chevki.

Annexe au Protocole de signature.

Taxes turques de consommation.

Thé	40 piastres par Kilogramme
Café	20 〃 〃 〃
Pétrole	6 〃 〃 〃
Riz.	10 〃 〃 〃
Margarine, oléomargarine et autres graisses animales	80 〃 〃 〃
Bougies de stéarine	30 〃 〃 〃
Savon ordinaire	5 〃 〃 〃
Sacs neufs et usagés	5 〃 〃 〃
Epices	30 〃 〃 〃
Allumettes	½ piastre par boîte de 60 allumettes.
Allumettes-bougies	1 piastre par boîte de 60 allumettes.
Papier à cigarettes.	1 piastre 50 feuilles.
Briquets.	25 piastres par briquet.
Sucre.	15 piastres par Kilogramme.
Biscuits.	soumis à la taxe de consommation d'après le pourcentage de sucre contenu.
Chocolat.	
Lait condensé.	
Confiserie et glucose	
Boissons non alcooliques, gazeuses et limonades	
Tous autres produits sucrés . .	
Tombac	40 piastres par Kilogramme.

VERTALING.

HANDELS- EN SCHEEPVAARTVERDRAG TUSSCHEN NEDERLAND EN TURKIJE.

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden eenerzijds en Zijne Excellentie de President van de Turksche Republiek anderzijds, bezield met den wensch de handelsbetrekkingen tusschen de beide landen te ontwikkelen, hebben, overeenkomstig het Verdrag van Vriendschap tusschen Nederland en Turkije van 16 Augustus 1924, besloten een handels- en scheepvaartverdrag te sluiten en hebben te dien einde tot Hun gevolmachtigden benoemd, te weten:

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden:

Willem Bernard Reinier van Welderen Baron Rengers, HoogstDerzelver Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij de Turksche Republiek;

Zijne Excellentie de President van de Turksche Republiek:

Ali Chevki Bey, Afgevaardigde van Tokat, oud-Onder-Staatssecretaris aan het Ministerie van Buitenlandsche Zaken;

die, na elkander mededeeling te hebben gedaan van hunne volmachten, welke in goeden en behoorlijken vorm werden bevonden, omtrent het volgende zijn overeengekomen:

Artikel I.

De voortbrengselen van den bodem en van de nijverheid, herkomstig uit Turkije, zullen bij den invoer in Nederland aan geen hoogere douanerechten, alle coëfficienten hieronder begrepen, onderhevig zijn, dan die, welke zijn vastgelegd in bijlage A.

De voortbrengselen van den bodem en van de nijverheid, herkomstig uit Nederland, zullen bij den invoer in Turkije aan geen hoogere douanerechten, alle coëfficienten hieronder begrepen, onderhevig zijn, dan die, welke zijn vastgelegd in bijlage B.

De voortbrengselen van den bodem en van de nijverheid,

herkomstig uit Turkije, met inbegrip van de in bijlage A genoemde, zullen bij den invoer in Nederland, Nederlandsch-Indië, Suriname en Curaçao, en eveneens zullen de voortbrengselen van den bodem en van de nijverheid, herkomstig uit Nederland, Nederlandsch-Indië, Suriname en Curaçao, met inbegrip van de in bijlage B genoemde, bij den invoer in Turkije in geen geval onderhevig zijn aan rechten, coëfficienten, belastingen of welke andere heffingen ook, welke hooger zijn dan die aan welke de gelijksoortige voortbrengselen van de meestbegunstigde natie onderhevig zijn.

Ditzelfde zal gelden ten aanzien van de uitvoerrechten, coëfficienten, belastingen of welke andere heffingen ook, welke bij den uitvoer uit het grondgebied van een der twee Verdragsluitende Partijen naar het grondgebied van de andere worden of zullen worden geheven van de voortbrengselen van den bodem en van de nijverheid.

De gewaarborgde behandeling op den voet van gelijkheid met de meestbegunstigde natie strekt zich ook uit tot de wijze van heffing van de in- en uitvoerrechten, tot den opslag van de waren in de douane-entrepôts, tot de douane-kosten en formaliteiten, tot de wijze van de verificatie en het onderzoek van de artikelen, tot de voorwaarden voor de betaling van de douanerechten en van de belastingen, tot de indeeling en de uitlegging van de tarieven en tot de behandeling door de douane van de in- en uitgevoerde of in doorvoer doorgaande waren.

Artikel II.

De voortbrengselen van den bodem en van de nijverheid, herkomstig van een der Verdragsluitende landen, welke in het grondgebied van het andere worden ingevoerd, na het gebied van een of meerdere derde landen in doorvoer te hebben gepasseerd, zullen bij hun invoer aan geen andere of hoogere douanerechten of heffingen onderhevig zijn dan het geval zoude zijn, indien zij rechtstreeks uit het land van herkomst waren ingevoerd.

Deze bepaling is van toepassing zoowel op waren in rechtstreekschen doorvoer, als op waren, welke worden doorgevoerd na overlading, overpakking of opslag in entrepôt.

Artikel III.

Elk der beide Verdragsluitende Partijen zal voor de vaststelling van het land van herkomst van de ingevoerde producten,

kunnen eischen, dat door den importeur een certificaat van oorsprong wordt overgelegd, waaruit blijkt, dat het ingevoerde artikel deel uitmaakt van de voortbrenging of de nationale nijverheid van het land of als zoodanig moet worden beschouwd, omdat het aldaar eene vormverandering heeft ondergaan of eene door economische redenen gemotiveerde bewerking.

De certificaten van oorsprong, opgesteld volgens het bij deze overeenkomst gevoegde model (bijlage C), zullen worden afgegeven, hetzij door de Kamers van Koophandel en Fabrieken, tot welker ressort de afzender behoort, hetzij door de douaneautoriteiten, hetzij door elk orgaan of elke vereeniging, waarmede het land van bestemming genoegen zal hebben genomen. De Regeering van het land van bestemming zal het recht hebben de legalisatie van de certificaten van oorsprong door haar diplomatieke of consulaire vertegenwoordigers verplicht te stellen.

Voor postpakketten zullen geen certificaten van oorsprong geëischt worden, wanneer het land van bestemming erkent, dat de zendingen geen handelskarakter dragen.

Artikel IV.

Er zal tusschen de Verdragsluitende Partijen wederzijds vrijheid van handel en scheepvaart bestaan. Dientengevolge verbinden zich de Verdragsluitende Partijen wederkeerig hun handelsbetrekkingen door geen verbod of beperking van den in-, uit- en doorvoer te belemmeren.

Evenwel behouden de Verdragsluitende Partijen zich het recht voor, indien althans deze maatregelen worden toegepast tegenover alle landen of tegenover alle, die zich in analoge omstandigheden bevinden, verboden en beperkingen van den invoer en van den uitvoer in te stellen:

1°. tot behoud van de onontbeerlijke bronnen voor het levensonderhoud en tot bescherming van de economische werkzaamheid van de natie;

2°. om redenen van openbare veiligheid en van veiligheid van den Staat;

3°. om redenen, liggende op het terrein van de gezondheidspolitie, of met het oog op de bescherming van nuttige dieren en planten tegen ziekten, insecten en schadelijke parasieten, overeenkomstig de te dezen aanzien gehuldigde internationale beginselen;

4°. voor waren, welke het voorwerp uitmaken van Staats-

monopolies, en met het oog op de toepassing op vreemde waren van de verboden en beperkingen, welke door de binnenlandsche wetgeving zijn of zullen worden ingesteld ten aanzien van de voortbrenging, den verkoop, het vervoer of het verbruik in het binnenland van dezelfde inheemsche waren;

5°. ter verhindering van den uitvoer van goud, in geld of metaal.

Artikel V.

De Verdragsluitende Partijen verbinden zich, wederkeerig vrijen doorvoer te verleenen over de het meest voor den internationalen doorvoer geëigende wegen aan personen, bagage, waren en voorwerpen van elke soort, zendingen, schepen, booten, rijtuigen, spoorwagens of andere middelen van vervoer, waarbij zij zich te dezen opzichte wederkeerig de behandeling van de meestbegunstigde natie waarborgen.

Alle waren, onverschillig van welke soort, die over het grondgebied van een der Verdragsluitende Partijen worden doorgevoerd, zullen wederkeerig vrijgesteld zijn van elk douanerecht of elke andere heffing, met uitzondering van de statistiekrechten en de kosten van het toezicht en den opslag.

De Verdragsluitende Partijen verbinden zich den doorvoer niet te belemmeren door formaliteiten of andere maatregelen, die den doorvoer zouden kunnen beperken, onder voorbehoud nochtans van het recht, alle maatregelen te nemen om te verzekeren, dat de waren, in het bijzonder die, welke het voorwerp uitmaken van een Staatsmonopolie, niet heimelijk in het land worden ingevoerd, maar werkelijk worden doorgevoerd.

De bepalingen van dit artikel zijn van toepassing zoowel op waren in rechtstreekschen doorvoer, als op waren, welke worden doorgevoerd na overlading, overpakking of opslag in entrepôt.

De doorvoer van waren zal kunnen worden verboden of beperkt, indien ten minste deze maatregelen worden toegepast tegenover alle landen of tegenover alle, die zich in analoge omstandigheden bevinden:

1°. om redenen van openbare veiligheid en van veiligheid van den Staat;

2°. om redenen, liggende op het terrein van de gezondheids politie, of met het oog op de bescherming van nuttige dieren en planten tegen ziekten, insecten en schadelijke parasieten, overeenkomstig de te dezen aanzien gehuldigde internationale beginselen.

Artikel VI.

De groothandelaren, de kooplieden, de industrieelen en de fabrikanten, behoorende tot een der Verdragsluitende Partijen, en eveneens hun handelsreizigers zullen op het grondgebied van de andere Partij in alles wat hun werkzaamheid betreft en in het bijzonder ter zake van de voor monsters verleende douanefaciliteiten dezelfde behandeling genieten als de groothandelaren, kooplieden, fabrikanten en handelsreizigers van de meestbegunstigde natie.

Aangezien de bovengenoemde bepalingen niet van toepassing zijn op rondtrekkende kooplieden en evenmin op de marskramerij, behoudt elk der beide Verdragsluitende Partijen zich te dezen aanzien de volledige vrijheid van haar wetgeving voor.

Artikel VII.

De onderdanen van een der Verdragsluitende Partijen, welke zich naar jaarbeurzen of markten begeven, ten einde er hun handel uit te oefenen, zullen op het grondgebied van de andere niet minder gunstig behandeld worden dan de nationalen, voor zoover zij een volgens het model (bijlage D) opgemaakt identiteitsbewijs kunnen vertoonen, afgegeven door de autoriteiten van het land waartoe zij behooren.

Aangezien de bepalingen van de eerste zinsnede niet van toepassing zijn op rondtrekkende kooplieden en evenmin op de marskramerij en het trachten te verkrijgen van bestellingen bij personen, die zich noch met nijverheid noch met handel bezighouden, behoudt elk der beide Verdragsluitende Partijen zich te dezen aanzien de volledige vrijheid van haar wetgeving voor.

Artikel VIII.

De volgende goederen zullen, onder voorwaarde dat derzelver identiteit wordt vastgesteld en, zoo noodig, tegen een voldoenden waarborg, vrij van douanerechten worden toegelaten, indien deze binnen een tijd, overeenkomende met den duur van het gebruik derzelve, weder worden uitgevoerd of in entrepôt worden opgeslagen.

1°. De goederen welke in een der Verdragsluitende landen worden ingevoerd ten einde er te worden hersteld. Het is wel verstaan, dat deze goederen, indien zij weder in het land van uitvoer worden ingevoerd, bij hun wederinvoer vrijgesteld zijn van invoerrechten. Aan douanerechten onderhevige grondstoffen of onderdeelen, aan deze goederen in aanzienlijke hoeveelheden

in verband met de herstellingswerkzaamheden toegevoegd, zullen, voor zoover de wetgeving van het land dit eischt, worden ingeklaard onafhankelijk van de goederen zelf en volgens het tarief, dat op hen van toepassing was vóór hun verbinding; het voor de inklaring als grondslag dienende gewicht kan door eene schatting worden vastgesteld.

2°. De verpakkingsartikelen, zakken, tonnen en andere, die van het grondgebied van de eene der Verdragsluitende Partijen in het grondgebied van de andere worden ingevoerd, ten einde er te worden gevuld en vervolgens weder te worden uitgevoerd.

3°. De goederen bestemd voor jaarbeurzen, tentoonstellingen of prijskampen. De belanghebbenden zullen er voor zorg dragen den duur van het gebruik der bedoelde goederen te laten vaststellen bij het binnenkomen in het land; deze tijdsduur zal zoo noodig door de douane-autoriteiten kunnen worden verlengd.

Artikel IX.

De behandeling op den voet van gelijkheid met de meestbegunstigde natie zal niet van toepassing zijn op:

1°. de voorrechten, welke door een der Verdragsluitende Partijen zijn of later zouden kunnen worden toegekend in het grensverkeer met naburige landen in een aan beide zijden van de grens zich uitstrekkende strook gronds, welke in het algemeen niet breeder is dan 15 K.M.;

2°. de bijzondere gunsten, voortvloeiende uit een tolverbond;

3°. de bijzondere voordeelen en gunsten welke tusschen Turkije en de landen, die zich in 1923 van het Ottomaansche Keizerrijk hebben losgemaakt, in zake de douanetarieven en in het algemeen in elk ander commercieel opzicht bestaan of in de toekomst zullen worden verleend.

Artikel X.

De binnenlandsche belastingen, hoe ook genaamd, welke binnen het gebied van een der twee Verdragsluitende Partijen worden of zullen worden gelegd op de voortbrenging, de bereiding of het verbruik van een product, hetzij ten bate van den Staat of van gemeenten en corporaties, zullen onder geen voorwendsel de voortbrengselen van het grondgebied van de andere Partij zwaarder of hinderlijker mogen treffen dan de gelijksoortige voortbrengselen van de meestbegunstigde natie.

Artikel XI.

De Verdragsluitende Partijen verbinden zich de noodige maatregelen te nemen, ten einde het voor de handelaren mogelijk te maken zich officieele inlichtingen te verschaffen betreffende de douanetarieven en in het bijzonder betreffende de hoogte van de rechten, te heffen van een bepaalde waar. Het verzoek moet, volgens de reglementen van het land van invoer, vergezeld gaan van een monster van de waar of wel van een omstandige beschrijving, een afbeelding of eene photografie.

Artikel XII.

De schepen en booten, varende onder de vlag van een der Verdragsluitende Partijen, die in ballast of met lading in de wateren en havens van de andere Partij binnenvallen, of deze verlaten, zullen er, welke ook de plaats van vertrek of van bestemming is, in alle opzichten dezelfde behandeling genieten als de nationale schepen en booten en aan geen enkel ander of hooger recht of belasting, onder welke benaming ook, geheven in naam en ten bate van den Staat, de provinciën, de gemeenten of van welk daartoe door de Regeering gemachtigd lichaam ook, onderhevig zijn dan die, welke worden of zullen worden opgelegd aan de nationale schepen en booten.

De ladingen, welke ook haar herkomst of bestemming is, zullen aan geen andere of hoogere rechten of belastingen onderhevig zijn en zullen niet anders worden behandeld dan het geval zoude zijn, indien zij onder nationale vlag waren in- of uitgevoerd.

De passagiers en hun bagage zullen eveneens behandeld worden alsof zij onder nationale vlag reisden.

Artikel XIII.

De bepalingen van artikel XII zullen niet van toepassing zijn ten aanzien van de kustvaart, de visscherij, de uitoefening van den loodsdienst en het gebruik van loodsen, de uitoefening van de sleepdiensten en van andere havendiensten, noch ten aanzien van de scheepvaart in de binnenwateren.

Artikel XIV.

De nationaliteit van de schepen en booten zal over en weer worden erkend op grond van de documenten en certificaten, door de bevoegde autoriteiten der onderscheiden Staten met inachtneming der wetten en reglementen van elk land, daartoe afgegeven.

De meetbrieven en andere documenten betrekking hebbend op den tonneninhoud, welke door een der Verdragsluitende Partijen zijn afgegeven, zullen door de andere erkend worden overeenkomstig de bijzondere overeenkomsten, in de toekomst tusschen beide Verdragsluitende Partijen te sluiten.

Artikel XV.

De schepen en booten, varende onder de vlag van een der Verdragsluitende Partijen, die in een haven van de andere binnenvallen met het eenige doel er hun lading aan te vullen of er een deel van te lossen of over te laden, zullen, mits zij zich houden aan de wetten en reglementen van den betrokken staat, aan boord kunnen houden het gedeelte van hun lading, dat bestemd is voor een andere haven of voor een ander land en zullen hetzelve weder kunnen uitvoeren, zonder voor dit laatste gedeelte van hun lading gehouden te zijn tot betaling van eenig recht of eenige kosten, behoudens de kosten van het toezicht, welke overigens slechts zullen kunnen worden geheven tot het laagste recht vastgesteld voor de nationale scheepvaart.

Artikel XVI.

Bij schipbreuk, stranding, zeeschade of gedwongen verlating van een vaartuig van een der beide Verdragsluitende Partijen in de wateren van de andere, zullen het schip en de lading dezelfde voorrechten en vrijdommen genieten welke de betrokken landswetten en de reglementen in analoge omstandigheden aan nationale schepen toekennen.

Aan den kapitein, aan de bemanning en aan de passagiers zullen hulp en bijstand worden verleend, in gelijke mate als aan de onderdanen, zoowel ten opzichte van henzelf, als ten opzichte van het schip en de lading. Wat betreft het hulploon zal de wetgeving van het land, waar de redding heeft plaats gehad, worden toegepast.

De geborgen koopmansgoederen, afkomstig van een schip dat gestrand is of schipbreuk heeft geleden, zullen aan geen enkel douanerecht onderhevig zijn, tenzij zij tot het binnenlandsch gebruik worden toegelaten.

Artikel XVII.

Met uitzondering van de eerste en tweede zinsnede van artikel I zullen de bepalingen van dit verdrag eveneens worden toegepast door Turkije op Nederlandsch-Indië, Suriname en

Curaçao en wederkeerig door Nederlandsch-Indië, Suriname en Curaçao op Turkije.

Artikel XVIII.

Dit verdrag zal worden bekrachtigd en de bekrachtigingsoorkonden zullen zoo spoedig mogelijk te 's-Gravenhage worden uitgewisseld.

Het zal in werking treden dertig dagen na de uitwisseling van de bekrachtigingsoorkonden en zal van kracht blijven tot aan het einde van een termijn van drie maanden, te rekenen van den dag van zijne opzegging door de eene of de andere der beide Verdragsluitende Partijen.

Ter oorkonde waarvan de Gevolmachtigden dit verdrag hebben geteekend en er hunne zegels aan hebben gehecht.

Gedaan in dubbel, te Angora, den 25sten Juli 1928.

W. van Welderen Rengers. A. Chevki.

BIJLAGE A.

Nummer van het Nederlandsche tarief	Aanduiding der goederen	Invoerrechten (ev. in guldens)
32	Amaril	waarde 8 %
35	Drop:	
	I. ingevoerd in brooden, koeken, of brokken, elk wegende 3 kilogram of meer, of wel gegoten in kistjes, vaten of andere verpakking:	
	a) gezoet met saccharine of andere kunstmatige zoetstoffen	100 K.G. 27
	b) ander:	
	voor elke 5 percent suiker (onderdeelen van 5 percent, wanneer zij minder dan 1 bedragen te verwaarloozen, in andere gevallen voor geheele 5 percent aan te nemen) .	100 K.G. 1,35
	II. ingevoerd op andere wijze:	
	a. verpakt.	waarde 8 % en 100 K.G. 27
47	Adragantgom	waarde 8 %
139	Zoethout	waarde 8 %
96 Ia	Olijfolie in fusten	100 K.G. 0,55
105	Opium	waarde 8 %
120 I	Tabak in bladen.	100 K.G. 1,40
123	Geknoopte tapijten	waarde 8 %

Nummer van het Neder-landsche tarief	Aanduiding der goederen	Invoerrechten (ev. in guldens)
139	Kanariezaad	waarde 8 %
139 I 4	Gedroogde vijgen	waarde 8 %
139 I 5	Rozijnen	waarde 8 %
139 I 6	Noten en hazelnoten	waarde 8 %
139 I 7	Gedroogde amandelen	waarde 5 %
139 I 8	Saffraan	waarde 8 %
139 I 10	Eikegalnoten, eikels en pistaches .	waarde 8 %

BIJLAGE B.

Invoerrechten op het Turksche douanegebied.

Nummer van het Turksche douanetarief	Benaming der goederen	Invoerrechten piaster per 100 K.G.	Coëfficient
ex 32 b	Kaas: Nederlandsche, met inbegrip van Nederlandsche kaas in kistjes.	480	5
ex 51 b	Rijst, gepeld	60	5
ex 109 b	Cacao: cacaopoeder of cacaomassa, zonder suiker	360	5
111	Cacaoboter	270	5
112	Cacao en chocolade, suiker of andere voedingsstoffen bevattende . . .	350	12
ex 115	Suiker: geraffineerde suiker, in heele of gebroken brooden, in kubus- of in tabletvorm, in pilé- of poedervorm, kandijsuiker	76	5
152	Dierenhuiden, onbereid, versch, gezouten of in kalk gedrenkt:		
	a) van lammeren en geiten . .	240	5
	b) andere.	80	5
153	Gedroogde huiden:		
	a) van lammeren en geiten . .	450	5
	b) andere.	150	5
ex 202 b	Meststoffen: superphosphaat . . .	vrij	
134	Lijnolie	100	5
135	Raapolie, kokosolie, grondnotenolie, enz.	125	12
235	Pakpapier, al dan niet gevouwen en teerpapier	70	5

Nummer van het Turksche douanetarief	Benaming der goederen	Invoerrechten piaster per 100 K.G.	Coefficient
236	Papier:		
	a) druk- en schrijfpapier . . .	45	5
	b) onafgesneden schrijfpapier en fijn drukpapier.	90	5
ex 249	Gewoon onbewerkt karton, ruw aan beide zijden, geteerd en geasfalteerd, strookarton	40	5
ex 270	ex. a. 1. Cabots, T'cloths, waste cloths, ongebleekte kepers, ongebleekte drills, ongebleekte cambrics, ongebleekt longcloths en andere dergelijke ongebleekte weefsels, met inbegrip van flanelette . .	400	5
	ex. b. 6. Alle andere gebleekte weefsels zooals gebleekte kepers, gebleekte drills, gebleekte shirtings, gebleekte croydons, gebleekte cambrics, gebleekt longcloths, madapolam, calicots, piques . . .	560	5
	ex. d. 4. Weefsels aan het stuk geverfd, in één kleur, flanelette inbegrepen	500	5
	ex. d. 5. Elders niet genoemde weefsels, geverfd of bedrukt, geglansd, geglad, gedamasseerd of gefigureerd, cretonne, rips, gestreepte en gebloemde weefsels, dekens en dergelijke weefsels vervaardigd van geverfde of bedrukte draden, bedrukte flanelettes inbegrepen	560	5

Nummer van het Turksche douanetarief.	Benaming der goederen	Invoerrechten piaster per 100 K.G.	Coëfficient
323	Weefsels en stoffen, elders niet genoemd, al of niet gevold, voor mannen- of vrouwenkleeding, voor meubileering of voor ander gebruik, van wol of vermengd met andere textielstoffen dan zijde:		
	a) van zuivere wol:		
	1. wegende minder dan 200 gram per vierkante meter	1600	5
	2. wegende 200—600 gram per vierkante meter . . .	1400	5
	3. wegende meer dan 600 gram per vierkante meter	1300	5
	b) met katoenen ketting:		
	1. wegende minder dan 200 gram per vierkante meter	1100	5
	2. wegende 200—600 gram per vierkante meter . . .	900	5
	3. wegende meer dan 600 gram per vierkante meter . . .	600	5
	Aanteekening: Op andere wijzen uit wol en katoen geweven stoffen zijn onderhevig aan de rechten op weefsels van zuivere wol als aangegeven in de eerste paragraaf.		
	4. Ruw afgewerkte Aba en Chayak, alsmede Chayaks, geweven van gewoon geitenhaar (zuiver of vermengd met katoen)	1000	5
409	Electrische gloeilampen en onderdeelen daarvan	1500	5

Nummer van het Turksche douanetarief	Benaming der goederen	Invoerrechten piaster per 100 K.G.	Coëfficient
ex 542	Instrumenten en apparaten voor telegraphie, telephonie en onderdeelen daarvan (uitgezonderd draad); radio-apparaten	900	5
584	Aangemaakte verfwaren:		
	a) drukinkt	160	5
	b) schrijfinkt	100	5
	c) verfstoffen, aangemaakt met olie en water, voor industrieele doeleinden	65	5
	d) fijne olieverf voor schilderijen, Oost-Indische inkt, gekleurd teekenkrijt	675	5
	e) lakverven.	300	5

BIJLAGE C.

Model van een Certificaat van Oorsprong.

Afzender	Ontvanger
Naam	Naam . . . .
Adres (plaatsnaam)	Adres (plaatsnaam) . . . .
„ (straatnaam)	„ (straatnaam) . . . .

Aantal colli	Wijze van verpakking	Merkteekens N°.	Bruto en netto gewicht in Kg. en de waarde	Wijze van vervoer (spoorweg, post, schip, enz.)	Inhoud

Hierbij wordt verklaard, dat de bovenvermelde goederen van .... oorsprong zijn.

.........................., den .... 19...

(Vermelding van het tot afgifte bevoegde bureau en onderteekening)

(Zegels)

BIJLAGE D.

LEGITIMATIEKAART

VOOR BEZOEKERS VAN JAARBEURZEN EN MARKTEN

Hierbij wordt verklaard, dat de houder (houdster) van deze kaart,

.... ,

die zich met zijne (hare) waren wenscht te begeven naar de jaarbeurzen en markten in

....

(voor de Nederlandsche onderdanen: Turkije, voor de Turksche onderdanen: Nederland), woonachtig is te ....

en dat hij (zij) gehouden is de wettelijke rechten en belastingen te voldoen voor de uitoefening van zijn (haar) handel of nijverheid.

Dit certificaat is geldig voor een tijd van .... maanden.

(Plaats, datum, handteekening, zegel van de autoriteit, die het certificaat afgeeft).

Onderteekenings-Protocol.

Op het oogenblik van de onderteekening van dit verdrag van handel en scheepvaart zijn de onderteekenende Gevolmachtigden overeengekomen nader het volgende te bepalen:

Ad Artikel I.

Voor het geval dat in overeenstemming met artikel 2 van het handelsverdrag op 24 Juli 1923 te Lausanne door Turkije eenerzijds en de andere Verdragsluitende Mogendheden anderzijds onderteekend, met het oog op de koersschommelingen zou worden overgegaan tot een herziening der vermenigvuldigingscoëfficienten bij dat artikel voorzien, komen de Verdragsluitende Partijen overeen, in gelijke omstandigheden dezelfde herziening aan te brengen in de coëfficienten, welke voorkomen in lijst B, gevoegd bij dit verdrag, zonder dat daardoor inbreuk wordt gemaakt op de volledige toepassing van de bepaling van alinea 3 van artikel één.

Ad Artikel IX.

Het is wel verstaan, dat op artikel IX geen beroep kan worden gedaan, indien de bijzondere voordeelen en gunsten, vermeld onder nº. 3 van dat artikel, aan een derden Staat worden verleend.

Ad Artikel X.

Het is bovendien wel verstaan, dat Turkije, onder dezelfde voorwaarden van gelijkheid tusschen zijn onderdanen en de Nederlandsche onderdanen, voor de produkten, vermeld in de bijlage van dit Protocol, de in bedoelde bijlage aangegeven verbruiksbelastingen zal kunnen blijven heffen.

Angora, den 25sten Juli 1928.

W. van Welderen Rengers. A. Chevki.

Bijlage bij het Onderteekenings-Protocol.

Turksche verbruiksbelastingen.

Thee	40 Piaster per K.G.
Koffie	20 " " "
Petroleum	6 " " "
Rijst	10 " " "
Margarine, oliehoudende margarine en andere dierlijke vetten	80 " " "
Stearinekaarsen	30 " " "
Gewone zeep	5 " " "
Nieuwe en gebruikte zakken	5 " " "
Specerijen	30 " " "
Lucifers	½ Piaster per doosje van 60 lucifers.
Dikke waschlucifers	1 Piaster per doosje van 60 lucifers.
Cigarettenpapier	1 Piaster per 50 stuks.
Vuursteenen	25 Piasters per steen.
Suiker	15 Piasters per K.G.
Biscuits	onderhevig aan de verbruiksbelasting naar gelang van het percentage van het suikergehalte.
Chocolade	
Gecondenseerde melk	
Geconfijte artikelen en glucoce	
Alcoholvrije dranken	
Koolzuurhoudende dranken en limonades	
Alle andere gesuikerde produkten	
Tombak	40 Piasters per K.G.

Bijlage bij het Onderteekenings-Protocol.

Turksche verbruiksbelastingen.

Thee	40 Piasters per K.G.
Koffie	30
Petroleum	3
[illegible]	20
Macaroni, vermicelli, spaghetti en andere dergelijke waren	1,80
[illegible]	[illegible]
[illegible]	11
[illegible]	
[illegible]	10
Lucifers	1 Piaster per doosje van 60 lucifers.
Sigarettenpapier	1 Piaster per boekje van 60 blaadjes.
[illegible]	[illegible]
[illegible]	15 Piasters per [illegible]
Suiker	15 Piasters per K.G.
[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]
[illegible]	
[illegible]	
[illegible]	40 Piasters per K.G.